

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
Bât. A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 02/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA COVED

777 avenue des Terres Noires
81370 Saint-Sulpice-la-Pointe

Références : 81-DECHETS-2024-38
Code AIOT : 0006806903

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SA COVED implanté Route de Lavour BP 07 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe. L'inspection a été annoncée le 17/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a pour objectif le contrôle de la situation administrative de l'unité de compostage vis à vis des quantités de matières traitées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA COVED
- Route de Lavour BP 07 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe

- Code AIOT : 0006806903
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COVED exploite sur le site:

- des installations de transit, regroupement, tri (rubrique 2713, 2714, 2715, et 2716);
- une unité de compostage (2780-2 régime de la déclaration);
- une installation de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Registres entrées/sorties	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas la quantité annuelle de matières autorisées à être traitées sous le régime de la déclaration.

Le dépassement du seuil fait passer l'installation dans le régime de l'enregistrement pour lequel l'exploitant n'a pas l'autorisation requise.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de revenir dans les limites du seuil de la déclaration soit une quantité annuelle de matières traitées inférieure à 20 tonnes par jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L.511-2
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de l'installation
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. Activité concernée par la nomenclature des ICPE: Rubrique n°2780-2c - Installation de compostage de déchets La capacité maximale autorisée est inférieure à 20 tonnes par jour.

Constats :

L'installation étant soumise à déclaration, l'exploitant n'est pas autorisé à traiter plus de 20 t/j de matières (en moyenne sur l'année civile).

Entre 2020 et 2023, l'exploitant a déclaré sur la plateforme de déclaration annuelle d'émissions polluantes et de déchets (GEREP) la quantité de matières traitées suivantes:

- 2020: 10186,58 t/an soit **27,90 t/j**;
- 2021: 11497 t/an soit **31,50 t/j**;
- 2022: 14567,88 t/an soit **39,9 t/j**;
- 2023: 14349,9 t/an soit **39,31 t/j**.

Pour ces quatre précédentes années, l'exploitant n'a pas respecté la quantité de matières traitées autorisée.

Pour les cinq premiers mois de l'année 2024, selon les chiffres suivants présentés par l'exploitant, la quantité autorisée de matières traitées n'est toujours pas respectée:

- janvier: 1132,92 t/mois soit **36,55 t/j**;
- février: 691,27 t/mois soit **24,69 t/j**;
- mars: 705,78 t/mois soit **22,77 t/j**;
- avril 799,80 t/mois soit **26,66 t/j**;
- mai 641,80 t/mois soit **20,70 t/j**.

L'inspection précise que la quantité de matières traitées doit s'apprécier sur une année complète.

L'exploitant a donc fourni une projection de la quantité mensuelle de matières qu'il compte traiter pour atteindre la cible de moins de 20 t/j en moyenne annuelle au 31/12/2024:

- juin: 656,32 t/mois soit **21,88 t/j**;
- juillet: 466,24 t/mois soit **15,04 t/j**;
- août: 412 t/mois soit **13,29 t/j**;
- septembre: 454,76 t/mois soit **15,16 t/j**;
- octobre: 410,82 t/mois soit **13,25 t/j**;
- novembre: 502,72 t/mois soit **16,76 t/j**;
- décembre: 466,24 t/mois soit **15,04 t/j**.

Malgré les prévisions de diminution proposées, la quantité de matières traitées annuellement atteindra **20,11 t/j en 2024**.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter la quantité de matières traitées en restant sous les 20 t/j (en moyenne annuelle).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Registres entrées/sorties

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des boues traitées

Prescription contrôlée :

En cas de traitement de boues d'épuration, celles-ci respectent les valeurs limites figurant à l'annexe I de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé. Les boues sont analysées, par origine, selon la fréquence prévue à l'annexe IV du même arrêté. Le résultat de ces analyses est tenu pendant dix ans à la disposition des services en charge de l'inspection des installations classées.

Lorsque ces boues proviennent de plusieurs producteurs différents, chacune des origines de boues est analysée à une fréquence au moins égale aux fréquences indiquées à l'annexe IV du présent arrêté.

Constats :

Les principaux producteurs de boues sont la SAUR, SUEZ Organique et SEDE Environnement.

Par sondage, l'inspection a contrôlé les résultats d'analyse sur les boues en provenance des sites suivants:

- SAUR - Baraqueville (12);
- Suez Organique - Saint-Sulpice (81).

Les analyses sont réalisées par la société AUREA Agrosociences. Les résultats sont conformes aux valeurs fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles.

Type de suites proposées : Sans suite